

FAUCHER, Albert, *Québec en Amérique au XIXe siècle — Essai sur les caractères économiques de la Laurentie*. Coll. « Histoire économique et sociale du Canada français ». Fides, Montréal, 1973. xviii-247 p. \$6.00, relié.

Robert Armstrong

Volume 27, numéro 4, mars 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303313ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303313ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Armstrong, R. (1974). Compte rendu de [FAUCHER, Albert, *Québec en Amérique au XIXe siècle — Essai sur les caractères économiques de la Laurentie*. Coll. « Histoire économique et sociale du Canada français ». Fides, Montréal, 1973. xviii-247 p. \$6.00, relié.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 27(4), 586–590. <https://doi.org/10.7202/303313ar>

FAUCHER, Albert, *Québec en Amérique au XIXe siècle — Essai sur les caractères économiques de la Laurentie*. Coll. "Histoire économique et sociale du Canada français". Fides, Montréal, 1973. xviii-247 p. \$6.00 relié.

Il y a quelques années, Albert Faucher, dans *Histoire économique et unité canadienne*, nous présentait une collection de ses articles, travail de vingt-cinq années de recherche historique. Dans *Québec en Amérique* il a rassemblé ses recherches sur le 19e siècle et les a intégrées dans une perspective globale d'interprétation du développement économique du Québec. Cette publication constitue un événement de première importance. C'est une entreprise considérable qui a nécessité un travail soigné et une grande perspicacité. La façon dont Faucher a systématiquement élaboré son thème central nous donne un point de contraste avec l'*Histoire économique du Québec, 1851-1896* de Hamelin et Roby; le premier ouvrage étant en quelque sorte un complément théorique au second. Par contre, l'objectif de Faucher n'est pas de faire une histoire économique du Québec mais plutôt de présenter un essai d'interprétation qui vise à développer une certaine thèse. Il s'agit, en somme, de comprendre comment s'effectuent les localisations économiques sous l'action du progrès technique. Quoique nous trouvions sa thèse difficile à critiquer dans son sens le plus large, il faut quand même constater sa portée limitée.

Signalons d'abord que les points de repère de l'auteur apparaissent très clairement dès le premier chapitre et vont dans le sens de ses recherches

antérieures. Ils consistent à situer la province de Québec dans son contexte nord-américain et à comparer sa structure économique avec celle de l'Ontario et des Etats américains de la région des Grands Lacs. Le travail de Faucher, par l'accent qu'il met sur les faits géographiques, sur les développements technologiques, principalement dans le secteur du transport, et sur les relations centre-périphérie, se situe dans la tradition de Harold Innis. Certaines idées se rapprochent même des thèses néo-marxistes d'André Cunder Frank.

L'objectif principal de l'ouvrage est l'explication des différenciations économiques régionales (lire: le sous-développement relatif du Québec). Pourquoi certaines régions ont-elles été délaissées quant à la localisation des activités économiques ? Dans le chapitre d'introduction, Faucher nous cite la réponse de la Chambre de Commerce de la Province de Québec dans un mémoire présenté devant la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada en 1956. "C'est un dessein politique qui a tracé cette courbe de développement économique canadien . . . et non le jeu naturel des forces économiques. Il y a eu dérogation au principe ricardien (p. 4)." Faucher résume ainsi cette ligne de pensée: "Comme section quasi-inféodée au grand ensemble anglo-saxon, la province de Québec aurait donc été négligée parce que, politiquement, elle se trouvait soustraite au circuit des décisions propres à orienter le cours de ses destinées économiques (p. 6)." La thèse développée par Faucher lui-même est précisément l'inverse. Ce sont les forces économiques continentales qui ont créé la structure de l'économie québécoise. Quoiqu'il ne veuille pas nier l'influence de la politique dans le développement économique, il ne croit pas que si le Québec eût été souverain au point de vue politique, les Canadiens français auraient pu orienter différemment le cours du développement au 19<sup>e</sup> siècle. Donc il distingue la question du retard de la région du Québec par rapport à des régions voisines, de celle de l'état d'infériorité des Canadiens français par rapport à d'autres groupes nationaux. Faucher se préoccupe principalement de la première.

Son explication de la structure économique du Québec en 1900 est développée à travers les chapitres sur les canaux et les chemins de fer au 19<sup>e</sup> siècle. Faucher décrit leurs effets relatifs sur les villes de Québec, Montréal et New York. Les chemins de fer, par exemple, ont défavorisé Québec et fait de Montréal une sous-métropole de New York. La vocation urbaine et industrielle du sud-ouest de l'Ontario se précise durant la période préconfédérative, et résulte principalement de son insertion dans le territoire des Etats-Unis, par le jeu des migrations continentales. Elle s'explique en grande partie, par la présence d'un grand nombre de pôles de croissance d'origine agricole et commerciale, et par leur liaison grâce aux entreprises de transport et de communication. Ces pôles paraissent antérieurs à l'implantation des industries motrices comme l'industrie sidérurgique. Ainsi se dessinent les relations conflictuelles entre le centre laurentien (l'Ontario) et la périphérie représentée par le Québec, l'Ouest canadien et les Maritimes. Les gouvernements ont reflété ces tendances. "L'expérience économique du sous-développement nous porte à croire que le malaise canadien du XIX<sup>e</sup> siècle ne provient pas du fédéralisme mais du capitalisme. L'entreprise transcontinentale au Canada, depuis le début de son histoire, se trouve

exposée aux pressions de l'empire capitaliste des Etats-Unis (p. 159)." A la fin du siècle dernier, l'Ontario apparaît comme région privilégiée par rapport au Québec, mais elle est, dans l'ensemble nord-américain, dominée par le capitalisme des Etats américains "limitrophes".

Dans une situation où le capital et le travail sont mobiles, la localisation de l'industrie est déterminée principalement par la localisation des ressources et les coûts de transport aux marchés finals. La localisation de l'industrie sidérurgique est une preuve à cet effet. A l'âge du charbon de bois, les industries du fer s'installèrent près des sources de combustible à cause des coûts trop élevés du transport. C'était le minerai qui émigrerait vers les gisements de charbon bitumineux. La localisation de la nouvelle sidérurgie dans la région de Pittsburg durant la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle résultait de la proximité des ressources naturelles et de la marche de peuplement vers l'Ouest. Du côté canadien, l'industrie semble s'être implantée à Hamilton pour des raisons semblables, aidée sans doute par la politique tarifaire de 1879. Mal situé par rapport à la demande dérivée de l'agriculture et de l'industrie, isolé des charbonnages canadiens plus que toute autre province, le Québec était définitivement dépassé par l'Ontario durant les années 1890.

Il faut signaler notre désaccord quant à la périodisation de l'industrialisation du Québec présentée par l'auteur. Le rejet de la proposition de Hamelin et Roby d'un premier démarrage industriel axé sur les chemins de fer durant les années 1850 ne semble pas bien fondé. Le taux de croissance industrielle de 650% pour cette décennie, même en termes monétaires, nous apparaît assez remarquable pour qu'on y voie le commencement d'une première phase qui continue jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. De même, les changements industriels durant les années 1896-1914, semblent à l'origine d'une deuxième phase qui durera jusqu'en 1940. C'est le Québec et l'Ontario qui se trouvent tous deux historiquement "déphasés" par rapport au capitalisme industriel d'ailleurs, quoiqu'ils dépassent de loin les autres régions canadiennes. Le travail comparatif d'André Raynauld, dans *Croissance et structure économiques de la Province de Québec*, semble contredire l'affirmation de Faucher qu'à la fin du siècle dernier, "l'économie ontarienne prenait un essor de deuxième période à coefficient de capital plus élevé, et... l'économie québécoise en était encore à sa phase de décollage" (p. 228). Selon les données de Raynauld, bien que la croissance per capita ait été plus lente au Québec, la croissance industrielle a eu la même allure dans les deux provinces depuis 1870.

Le dernier chapitre du livre propose un court débat sur les fondements économiques de l'émigration des Canadiens français; ce débat apporte peu de nouveau à son article bien connu sur le même sujet. Les raisons invoquées par l'A. sont les techniques agricoles, le manque de capital, la propension aux dépenses de luxe et l'éducation. Ces facteurs sont-ils les facteurs autonomes du retard ou les produits de la situation économique et sociale? Le problème fondamental est posé, mais non pas exploré. Dans le cas de l'éducation, Faucher semble favoriser le premier point de vue en identifiant le clergé comme s'étant approprié une compétence en ce domaine généralement dévolu à l'Etat. L'identification du clergé comme classe dominante est une prise de position qui veut situer les classes sociales à l'intérieur

de la nation canadienne-française, isolées du contexte plus large. Signalons que nous serions plutôt portés à situer les nationalités à l'intérieur des classes sociales québécoises telles que définies par le mode de production dominant. Mais ses idées sur la structure sociale de la période ne sont pas assez développées pour justifier une critique plus élaborée.

Dans l'épilogue, Faucher résume sa thèse principale:

Le protectionnisme n'a pas engendré la suprématie économique de l'Ontario; plutôt, c'est l'ascendant économique de l'Ontario qui a engendré un fédéralisme favorable aux régions déjà privilégiées. Si, par la suite, les politiques fédérales ont pu favoriser de façon particulière le développement industriel de l'Ontario, c'est parce que les règles du jeu capitaliste exigeaient que l'économie transcontinentale fut polarisée par le Bassin laurentien, par la région ontarienne principalement, pour autant que s'y réalisaient les conditions d'efficacité maximale dans l'exercice de cette fonction. (p. 220)

Grâce à la "politique nationale", le nationalisme canadien (ontarien) supporte le colonialisme des Américains au Canada.

L'entreprise ontarienne dépend soit de l'expérience acquise au contact des Américains, soit de l'investissement américain direct. Au Québec, "même si le clergé a produit une certaine espèce de bourgeoisie . . ., il n'en demeure pas moins que cette engeance instruite a rendu un mauvais service à l'économie québécoise en attirant dans ses rangs, ou en les refoulant dans les professions paraccclésiales, dites libérales parce que l'esprit y jouait un rôle plus grand que le corps, les meilleurs cerveaux, les soustrayant ainsi aux tâches plus utiles au pays (p. 227)." Ici, vers la fin du volume, l'auteur essaie de sauter de la question du retard de la région du Québec à la question différente du rôle mineur qu'ont joué les Canadiens français dans le développement du pays. Le cadre d'analyse de l'A., basé sur des facteurs géographiques et technologiques, ne lui permet pas de lier de façon convaincante le taux d'adoption des nouvelles techniques aux facteurs extra-économiques.

La thèse de Faucher est quand même fort intéressante. Elle repose, en effet, sur une hypothèse "contra-factuelle" implicite, à savoir la souveraineté politique des Canadiens français au 19e siècle. Supposons par exemple, que la petite-bourgeoisie ait triomphé lors de l'insurrection de 1837-38. La région du Québec se serait-elle développée d'une façon très différente pendant le reste du 19e siècle? Faucher semble nous répondre que non, mais ses références aux influences autres que les facteurs géographiques et technologiques ne sont pas suffisantes pour régler la question. La guerre civile américaine, par exemple, est relativement ignorée bien qu'elle ait probablement eu des répercussions importantes, en tant que source de protection, sur la localisation de certaines industries au Québec et en Ontario (textiles et sidérurgie, entre autres). En fin de compte, les individus sont peu importants dans sa conception de l'économie. C'est d'une façon très restreinte que l'auteur parle des classes sociales — aucune mention de la haute bourgeoisie ou de la nouvelle classe ouvrière. L'A. se dégage explicitement de l'histoire

sociale (p. 221). Mais parler du développement économique au 19<sup>e</sup> siècle, sans références aux différents groupements sociaux et à leurs idéologies sur le développement, est une approche qui ne permet pas l'élaboration d'une hypothèse "contra-factuelle" suffisamment bien identifiée pour établir son affirmation. Quoique la thèse de Faucher semble être en grande partie correcte, elle devrait être encore approfondie et comparée à d'autres hypothèses mieux définies. Cette faiblesse est certainement reliée au fait qu'il est le premier à écrire un ouvrage substantiel sur ce problème encore peu exploré.

*Département d'administration  
et d'économique  
Université du Québec  
à Trois-Rivières*

ROBERT ARMSTRONG